

L'inquiétant recul de la liberté de la presse en Europe centrale et orientale

La concentration des médias aux mains d'une poignée d'oligarques menace le pluralisme

VIENNE - correspondant

Même s'il avait pleinement conscience que les nuages menaçants s'amoncelaient à l'horizon, Michal Badin ne pensait sans doute pas devoir un jour pleurer l'un de ses confrères. Ce journaliste travaille pour le grand site slovaque d'information *Aktuality.sk*, qui appartient au groupe Ringier Axel Springer.

Depuis l'assassinat de Jan Kuciak, 27 ans, retrouvé mort chez lui avec sa compagne, dans la nuit du dimanche 25 au lundi 26 février, il se pose de sérieuses questions sur les conditions d'exercice de son métier au cours des années à venir.

« Cela n'a jamais été facile de faire de l'investigation dans mon pays, mais je crois que ce sera désormais plus dur que jamais », souligne-t-il. De fait, c'est la première fois qu'un reporter est tué dans l'un des pays membres de l'Union européenne issus de l'ancien bloc communiste ou de la Yougoslavie, depuis le début de leur intégration, en 2004.

Jan Kuciak enquêtait sur la corruption et les liens tissés entre le monde des affaires et les élites politiques. La police a déclaré que sa mort était « très probablement liée » à son activité professionnelle. Ce précédent est un choc qui secoue toute la région, provoquant colère et inquiétude. En effet, il survient dans un contexte de recul très marqué de la liberté de la presse, alors que la Russie exerce toujours son influence sur cette zone dépendante d'elle au niveau énergétique.

« Discours hostile »

« La détérioration des conditions dans lesquelles les journalistes doivent travailler est nette ces dix dernières années », déplore Pauline Adès-Mével, responsable du bureau Europe-Balkans de l'organisation non gouvernementale Reporters sans frontières (RSF). « Les élus sont de plus en plus enclins à développer un discours hostile aux médias, qui a des répercussions quand les reporters se

retrouvent sur le terrain. Ensuite, on a constaté une concentration des groupes de presse entre les mains de quelques oligarques, qui les mettent au service de leurs intérêts ou de ceux du pouvoir en place », ajoute-t-elle.

En République tchèque, les investisseurs étrangers – principalement d'origine allemande –, qui avaient massivement pénétré le marché local après 1989, jusqu'à posséder 80 % de la presse du pays, ont été progressivement remplacés par des hommes d'affaires locaux, à la suite de la crise financière de 2008.

Vladimir Sevela peut témoigner des conséquences concrètes de

cette évolution. Il était en contrat à durée déterminée dans un journal nommé *Mlada Fronta Dnes*, quand cet influent quotidien tchèque a été racheté par Andrej Babis, la deuxième fortune du pays, en 2013.

« J'ai soulevé, dans un article, un problème de conflit d'intérêts le concernant, explique-t-il. Il était propriétaire du journal depuis six mois. Il venait aussi de fonder un parti, d'obtenir un bon score aux élections législatives et il était devenu ministre des finances. Or il avait placé plusieurs personnes issues de son entreprise personnelle à des postes-clés de l'exécutif. Quelques jours plus tard, et alors qu'on m'avait toujours dit qu'on appréciait mon travail, la direction m'a fait savoir que mon contrat ne serait pas prolongé. »

En décembre 2017, M. Babis est devenu premier ministre, tout en demeurant propriétaire de deux journaux, de l'une des plus grosses radios privées (Radio Impuls) et d'une chaîne de télévision musicale, Ocko.

Mais la dérive la plus frappante concerne sans aucun doute la Bulgarie, qui assure la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne jusqu'à la fin du mois de juin. « La situation de la presse dans mon pays est catastrophique », s'alarme Theodore Zahov, le président de l'Union des éditeurs (UPB).

« Modèle » hongrois

« Notre travail était plus simple avant que nous rejoignons l'Union européenne. Après 2007, la famille d'un homme appelé Delyan Peevski a commencé à acquérir des médias. Elle contrôle désormais 80 % des journaux du pays. A présent, être journaliste est

dangereux : ceux qui ne sont pas d'accord avec la ligne officielle sont par exemple trainés en justice, sur la base de plaintes non fondées. » Entre 2006 et 2017, ce pays a été rétrogradé par RSF de la 36^e à la 109^e place au classement mondial de la liberté de la presse.

Désormais, plusieurs dirigeants s'attaquent aux services de télévision et de radio publiques, qu'ils accusent d'impartialité. Polonais, Tchèques, Autrichiens... Ils suivent en cela le « modèle » hongrois. Car c'est à Budapest que la première loi visant à réorganiser les médias de service public a été votée au Parlement, dès 2010, sur décision du souverainiste Viktor Orban, tout juste revenu au pouvoir après une éclipse de huit ans.

Trois ans plus tard, celui-ci assumait son rôle de figure de proue. C'était en mars 2013, devant les étudiants de l'université de Varsovie. « Dans les médias, tout le monde est libéral », déclarait sans ambages le chef du gouvernement hongrois. « Si vous ne voulez pas être dépendants de l'image que les médias renvoient de vous, alors vous devez construire vos propres structures (...). N'ayez aucune gêne. Trouvez des hommes d'affaires aux opinions plus traditionnelles pour créer des médias. » Un « langage de bois ». ■

BLAISE GAUQUELIN

109^E

C'est le rang qu'occupait en 2017 la Bulgarie dans le classement mondial de la liberté de la presse établi par l'organisation non gouvernementale Reporters sans frontières (RSF), derrière le Gabon (108^e) et devant le Paraguay (110^e). En 2006, à titre de comparaison, Sofia occupait la 36^e place. Le pays, qui a rejoint l'Union européenne (UE) en janvier 2007, assure actuellement la présidence tournante du Conseil de l'UE, jusqu'à la fin du mois de juin. L'Autriche prendra la relève le 1^{er} juillet.